

## PANORAMA DE L'ACTU

31 mars 2021

*Veille thématique sur l'actualité des familles réalisée avec le concours de l'URAF Grand Est*

---

### LA UNE Neuf mois

Neuf mois pour accoucher... d'un programme municipal pour l'accueil de la petite enfance. Si les objectifs initiaux de la COG 2018-2022 de la Cnaf sont depuis longtemps inaccessibles, les projets nouveaux sont impatiemment attendus, par les (futurs) parents d'abord. Les collectivités locales doivent se dépêcher si elles veulent bénéficier de l'apport financier conséquent (200 millions) ouvert en 2021 dans le cadre du "plan rebond" de la CNAF. La mesure de soutien renforcé à l'investissement dans la création de places de crèches n'est en effet valable que pour cette année. La délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté va lancer, au mois d'avril, un AMI (appel à manifestation d'intérêt) auprès des territoires les plus fragiles, afin de les aider à construire des "projets territoriaux d'accueil pour tous". Pour en savoir plus, [lire l'article](#) et consulter [le dossier de présentation des mesures en faveur des modes d'accueil](#).

*(Le sujet numéro un de préoccupation pour les familles et pour tous en ce 31 mars est évidemment le presque "reconfinement" en avril décidé ce jour et les mesures liées, nous y revenons au fil des pages.)*

### UNIS POUR LES FAMILLES



### Représentations CAF

Le 13 mars 2021, l'Unaf a organisé une matinée d'échanges sur l'actualité des CAF avec 60 chefs de file des délégations des Udaf dans les CAF. Il a été rappelé la place importante de la représentation familiale dans le plan stratégique de l'Unaf "Nous demain". Il s'agit en amont de préparer le renouvellement CAF qui interviendra début 2022. Les représentants familiaux ont notamment et largement échangé sur l'impact de la crise sanitaire sur l'organisation des CAF (en matière de gouvernance et de gestion du personnel), mais également pour les allocataires (point sur les aides exceptionnelles délivrées par les CAF) et les partenaires (avec les aides d'urgence mises en place et les difficultés résiduelles).

### Les Udaf mobilisées dans la crise

L'Unaf a réuni le 26 mars 2021, en visioconférence, les Présidents des Udaf et Uraf et les Directeurs des Udaf. La présidente Marie-Andrée Blanc est revenue sur les sujets majeurs liés à l'actualité et les conséquences pour les familles et fait un point sur les actions et outils mis à disposition du réseau pour l'accompagnement des familles et des personnes vulnérables. [Lire l'article](#).

On pourra aussi lire utilement le rapport "[Le Travail Social au défi de la crise sanitaire : Impact de la crise sanitaire de la Covid-19 sur les organisations et les pratiques professionnelles des travailleurs sociaux](#)". Le rapport formule des recommandations qui s'inscrivent dans la perspective de différents plans gouvernementaux, notamment la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.



## PARENTALITÉ

### Drôles d'histoires !

La Semaine Nationale de la Petite Enfance s'est tenue du 20 au 27 mars 2021 dans plus de 6500 lieux d'accueil à travers la France, dans le respect des contraintes sanitaires. Crèches, relais et maisons d'assistantes maternelles, bibliothèques et centres sociaux se sont mobilisés pour faire de cette Semaine, et malgré les difficultés du contexte, un temps fort en faveur du trio parent-enfant-professionnel. Le thème fédérateur, cette année, était "Racontons-nous de *Drôles d'histoires* !"

Guide de référence de cette 8<sup>ème</sup> édition, "*La Voix des Girafes*" a été rédigé par une équipe d'artistes et pédagogues. Il contient des articles de fond sur l'univers petite enfance ainsi que 15 idées d'installations à reproduire ou desquelles s'inspirer sur le thème de l'année. [Lire le guide](#)

### Léa devient pupille de l'Etat

Ils sont 500 à 600 enfants de 7 à 13 ans confiés à l'aide sociale à l'enfance devenant pupilles de l'Etat. Ce nombre d'enfants augmente de manière significative depuis la mise en place de l'obligation de vérification annuelle de la situation et des statuts de l'enfant confié, instituée par la loi Famille de mars 2016. Chacun d'entre eux bénéficie de l'engagement des bénévoles, notamment de l'EFA, siégeant au sein des commissions d'agrément et des conseils de familles des pupilles de l'Etat.

Le livret "[Léa devient pupille de l'Etat](#)", dont l'Unaf est partenaire, est destiné à ces enfants et complète utilement le [Guide du représentant siégeant au sein des conseils de familles](#), réalisé par l'Unaf, EFA ([Enfance et Familles d'adoption](#)), la [FNADEPAPE](#) et l'[UFNAFAAM](#).

### Parents en situation de handicap

Un nouveau droit pour les parents en situation de handicap est mis en œuvre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 : la PCH parentalité (prestation de compensation du handicap). Les parents en situation de handicap peuvent désormais bénéficier d'un forfait d'aides humaines et d'aides techniques s'ils ont droit à la PCH et que leur enfant a moins de 7 ans. Mais qu'en est-il vraiment ? L'APF France Handicap a lancé [une enquête](#) pour évaluer l'impact de cette mesure sur leur quotidien.

### Dans le nouveau *Recherches Familiales...*

Gérard Neyrand étudie "La coparentalité : un principe central de la famille contemporaine difficile à mettre en œuvre". Selon cet auteur, bien connu par nos représentants familiaux, si la notion de coparentalité s'est dégagée à l'occasion des problèmes posés par les séparations conjugales, elle constitue le principe central du nouvel ordre familial qui se veut démocratique, assurant l'égalité parentale et préservant la liberté individuelle. Les parents s'y trouvent interpellés de façon différente selon leur genre, alors que la diversification des situations familiales, liée tant à l'évolution des mœurs qu'à l'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur, favorise les débats contradictoires. L'objectif de l'article est d'éclairer le processus qui a conduit à cette situation et d'analyser quels présupposés la coparentalité doit dépasser pour pouvoir être mise véritablement en œuvre.

L'Unaf lance un appel à contributions pour le prochain numéro de *Recherches familiales* sur le thème : Familles et professionnel.le.s.

### Bâtir l'école ensemble

Le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports a lancé la [consultation publique](#) "Bâtir l'Ecole ensemble" afin de faire évoluer l'organisation des établissements scolaires (aménagement des espaces scolaires favorisant le bien-être des élèves, aménagement des salles de cours pour favoriser le travail collectif, aménagement d'espaces pour les parents, accueil des élèves en situation de handicap, ...). Elèves, parents, enseignants, personnels de l'Education Nationale, élus, personnels de collectivités territoriales ... sont invités à participer au débat et à la réflexion commune (jusqu'au 8 avril 2021).



## CONSOMMATION

### Un service pour simplifier les documents administratifs

Les documents administratifs (courriers, formulaires, courriels...) sont souvent difficiles à appréhender pour les usagers. Nombreux sont ceux à leur reprocher des contenus trop denses, des formulations compliquées, du jargon incompréhensible, des notifications de refus sans motif clair, des termes négatifs et anxiogènes, des sigles obscurs, etc. Le gouvernement a donc lancé un site Internet ([docs.voxusagers.gouv.fr](https://docs.voxusagers.gouv.fr)) pour les rendre plus accessibles et permettre aux usagers de soumettre un document qu'ils jugent difficile à comprendre. Pour en savoir plus : [lire l'article](#) de la Chambre de Consommation Alsace Grand Est (CCA)

### Les actualités conso de la Chambre de Consommation Alsace – Grand Est

*Quotidiennement, la CCA diffuse des infos consommations d'actualité, précises et utiles à chacun. Les plus récentes ressources mises en ligne sur le site internet de la Chambre (mars 2021) :*

Aujourd'hui, les enfants passent deux fois plus de **temps en ligne** qu'il y a dix ans. Ils sont sur Internet en moyenne deux heures par jour en semaine et trois heures les week-ends (jusqu'à plus de six heures pour près de 20 % d'hyperconnectés). Les périodes de confinement et de couvre-feu ont accentué ce phénomène... [Lire l'article](#).

**Le drop shipping** consiste pour un professionnel à vendre sur Internet des produits qu'il ne possède pas. Si la méthode est légale, des pratiques douteuses se font jour. Les consommateurs comme les vendeurs peuvent être victimes d'arnaques. [Lire l'article](#).

Peu de Français souscrivent une **assurance** pour leur mobile. Son utilité va dépendre de votre profil et de votre appareil. [Lire l'article](#).

Dans un rapport (en anglais) publié le 4 mars 2021, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) dresse un bilan alarmant : en 2019, 931 millions de tonnes de nourriture ont été jetées dans les poubelles des ménages, des grossistes, des restaurants et d'autres services alimentaires à travers le monde. "Ce poids de ces **déchets alimentaires** est à peu près l'équivalent de 23 millions de poids lourds de 40 tonnes, chargés à pleine capacité, en file indienne, ce qui permettrait de faire sept fois le tour de la Terre", détaille le communiqué de presse. [Lire l'article](#).

La Répression des fraudes met en service (le 1<sup>er</sup> avril 2021) [RappelConso](#), nouveau site Internet qui liste les produits dangereux ou défectueux faisant l'objet d'un rappel. Le rappel d'un produit consiste à retirer de la vente et/ou à rappeler auprès des consommateurs un produit de consommation, alimentaire ou non, présentant des risques. [Lire l'article](#).

**Les nanomatériaux** sont de plus en plus utilisés dans divers produits, notamment les cosmétiques. Leur présence fait débat en raison de leur possible influence sur la santé et l'environnement. La Répression des fraudes (DGCCRF) a intensifié ses contrôles en 2019 faisant notamment état de défaillance en matière d'étiquetage. [Lire l'article](#).

Selon le dernier rapport de l'Observatoire des tarifs bancaires (OTB), un organisme rattaché à la Banque de France, **les frais de tenue de compte** font partie des tarifs bancaires ayant connu l'une des plus fortes hausses depuis une dizaine d'années. [Lire l'article](#).

**Le logo Point vert**, représentant deux flèches entrelacées (l'une blanche, l'autre verte), est très répandu depuis plusieurs décennies, mais il prête souvent à confusion : de nombreux consommateurs croient encore que ce logo signifie que l'emballage est recyclable. Or, il indique juste que l'entreprise ayant mis le produit sur le marché a cotisé auprès de Ciéto (ex Eco-Emballage), ce qui est obligatoire. Ce que l'on sait moins, c'est qu'il n'est de fait plus obligatoire d'apposer ce label en France depuis janvier 2017. [Lire l'article](#).

**Le vrac** est un mode de distribution qui s'est beaucoup développé ces dernières années. Si de nombreuses enseignes le proposent déjà, la surface dédiée au vrac dans les enseignes alimentaires pourrait considérablement augmenter d'ici 2030. Objectif : 20% des surfaces de vente pour les enseignes de plus de 400m<sup>2</sup>. [Lire l'article](#).



## LOGEMENT

### Le défi de la construction pour les HLM

Le nombre de nouvelles constructions de logements sociaux est en baisse depuis plusieurs années et l'année 2020 a été "très mauvaise", selon les termes d'Emmanuelle Cosse, la présidente de l'Union sociale pour l'habitat (USH), qui représente 631 organismes HLM à travers cinq fédérations. 2021 devra être l'année de la relance pour le secteur. [Lire l'article](#).

### Le rapport Sichel

Le [rapport d'Olivier Sichel sur la réhabilitation énergétique des logements privés](#), remis le 17 mars 2021 au gouvernement, mise sur trois principaux leviers d'action, assortis de propositions précises et concrètes : un "accompagnement généralisé et obligatoire" des ménages par un référent, un parcours simplifié (plateforme unique, dossier unique partagé, compte sécurisant les flux financiers, partage des données) et un financement permettant notamment de mieux toucher les ménages modestes (avances, meilleure prise en compte des revenus et du niveau d'ambition de la rénovation, éco-PTZ, prêt pour les exclus du crédit bancaire...). [Lire l'article](#).

### Avant la fin de la trêve hivernale

Le gouvernement anticipe la fin de la trêve hivernale le 1<sup>er</sup> juin. Une [instruction d'Emmanuelle Wargon](#) relative à la préparation de la fin de la période hivernale - prévue le 1<sup>er</sup> juin - demande aux préfets "de mobiliser l'ensemble de [leurs] services pour trouver une solution à toute personne en situation de rue ou d'habitat précaire". Y compris par plusieurs mesures prévues au titre du dispositif *Logement d'abord*. [Lire l'article](#).

Un chapitre du rapport public 2021 de la Cour des comptes concerne [l'hébergement et le logement des personnes sans domicile](#) (pendant le premier confinement). Dans les deux cas, la Cour des comptes porte un jugement nuancé mais au final plutôt positif.

### Rapport de la Cour des Comptes

La Cour des comptes consacre un chapitre entier de son rapport annuel au service public du numérique éducatif durant le confinement du printemps 2020. [Lire le tome du rapport consacré au numérique éducatif](#).

La lutte contre l'épidémie a pâti de l'impréparation de l'Etat et autres services publics, qui n'avaient pas suffisamment anticipé la survenue d'une crise de cette importance, même si leur forte mobilisation a finalement permis de faire face. Tel est le fil rouge tiré par le rapport annuel de la Cour des comptes publié le 18 mars 2021. La Cour s'est notamment intéressée aux [établissements hospitaliers](#) et services de réanimation. Sur le volet accompagnement économique et social, la Cour a jugé bon de se pencher sur le sort de l'[assurance chômage](#), fortement mobilisée pendant la crise. Autre cas d'espèce : le [fonds de solidarité](#). "La suppression du fonds de solidarité et des autres mesures d'urgence, nécessaire dès lors que l'apaisement de la crise sanitaire aura permis le retour à une activité normale, pourrait entraîner un ressaut important des défaillances d'entreprises", met en garde la Cour. Autre exemple éloquent de gestion de crise, pour la Cour : celui de [la SNCF](#), dont les comptes ont été sérieusement affectés et dont les difficultés pourraient se poursuivre ces prochaines années du fait d'un modèle économique "fragilisé".

Hors contexte Covid, la Cour des comptes remet en question l'utilité des chambres consulaires. L'institution propose une évaluation "complète et sans tabou" pour vérifier la légitimité du maintien du financement public qui leur est accordé.

Un autre chapitre n'est pas lié à la pandémie de Covid-19, et nous intéresse particulièrement, puisqu'il traite des ["Politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et de la prévention du surendettement"](#) : des outils adaptés, une mise en œuvre à conforter".



## SANTÉ

### Delfraissy reste positif

Jean-François Delfraissy est depuis plus d'un an une des figures de la lutte contre la pandémie en tant que président du Conseil scientifique. Mais ce n'est pas à ce titre que la commission des Affaires sociales l'a auditionné le 24 mars 2021. Le professeur Delfraissy est en effet par ailleurs candidat à sa propre succession au poste de président du Comité consultatif national d'éthique (CCNE), autorité indépendante chargée de rendre des avis sur les dimensions sociales et éthiques des questions soulevées par les progrès scientifiques. Il a donné sa vision experte sur les principaux sujets liés à la pandémie : le développement de la couverture vaccinale, le pass sanitaire... [Lire l'article.](#)

### Les mesures Covid pour les personnes en situation de handicap

La France à nouveau "confinée" (ou presque) en avril, les enfants privés d'école "physique", 150 000 commerces fermés, pour faire face à la dégradation de la situation sanitaire, le Gouvernement (antérieurement aux décisions du 31 mars) avait annoncé une nouvelle série de recommandations et mesures Covid à destination des personnes en situation de handicap et de leurs aidants. [Lire l'article.](#)

### La Journée Européenne de vos Droits en Santé

La Journée Européenne de vos Droits en Santé, événement phare de la promotion des droits en santé, revient en 2021 ! En 2020, *France Assos Santé* n'avait pu organiser l'événement pour les raisons que nous connaissons tous, raisons qui ont nécessité de penser différemment l'édition de cette année. En 2021, c'est en interrégion que *France Assos Santé* organise la JEDS. Plusieurs actions se dérouleront entre le 18 avril et le 18 mai. En Grand-Est, la thématique est "l'expression des usagers".

L'Assemblée Régionale 2021 de *France Assos Santé Grand Est* se déroulera, quant à elle, le 9 avril 2021 de 9h30 à 12h00 en visioconférence.

*France Assos Santé Grand-Est* propose par ailleurs aux Représentants des Usagers de venir échanger sur leur pratique lors de groupes d'échanges de pratique (GEP) départementaux. La crise Covid ne permettant pas le présentiel, ces groupes se feront en visioconférence. Ces temps d'échanges doivent permettre aux RU de venir présenter leurs réussites mais aussi leurs difficultés : comment obtenir les plaintes et réclamations de mon établissement, comment me faire connaître, etc... Le [7 avril, GEP Haut-Rhin](#), le [14 avril GEP Bas-Rhin](#), le [21 avril GEP Ardennes](#), le [28 avril GEP Aube](#), le [5 mai GEP Haute-Marne](#), le [12 mai GEP Meuse](#), le [19 mai GEP Meurthe et Moselle](#), le [26 mai GEP Moselle](#), le [2 juin GEP Marne](#), le [9 juin GEP Vosges](#)..

Les formations pourraient reprendre en présentiel sous réserve de conditions sanitaires à partir de la mi-juin. Se renseigner auprès de [France Assos Santé Grand Est](#).

## JEUNESSE

### [Un plan alsacien de rebond solidaire et durable fortement orienté "jeunesse"](#)

La Collectivité européenne d'Alsace a voté le 26 mars 2021, à l'unanimité, un *Plan alsacien de rebond solidaire et durable*. De quoi il s'agit, à qui il s'adresse et dans quel but ?

[Le Plan alsacien de rebond solidaire et durable, kézako ?](#)

Pour qui ? Pourquoi ? Comment ça marche ?

Les 3 priorités majeures du Plan :

[Personne au bord du chemin !](#)

Focus sur les jeunes, les étudiants et le secteur de la santé

[Une Alsace productrice d'énergies propres et protectrice du climat !](#)

Comment la CeA agit aux côtés des territoires

[Préparer l'avenir avec les acteurs du territoire](#)

Zoom sur la culture, le tourisme et les habitants du territoire alsacien

## Jeunes en territoires transfrontaliers

La Maison de l'Engagement et de l'Initiative des Jeunes en territoires (20, quai Claude Le Lorrain à Nancy) et son réseau de KIOSQUE et Promeneurs du Net, c'est une "fabrique" et également un cycle de conférences partagées. Une visioconférence intitulée "Jeunes en territoires transfrontaliers entre insertion et emploi" se déroulera le 22 avril 2021 en partenariat avec l'Université.

## Les associations de jeunesse interpellent

Aux niveaux régional et local comme à l'échelle nationale, les organisations de jeunesse attendent une politique plus ambitieuse et structurée à destination des jeunes. Orientation, accompagnement à la mobilité, RSA et garantie jeunes universelle, logement, soutien à l'engagement... Lors d'une table ronde organisée le 10 mars au Sénat, de nombreuses revendications ont été mises sur la table. [Lire l'article](#). [Le replay de la table ronde](#). [La présentation de la mission d'information du Sénat](#)

On notera également que, dans son rapport annuel (voir par ailleurs en page 4), la Cour des Comptes appelle à un renforcement du "pilotage" des acteurs associatifs (Opco, missions locales, structures d'insertion par l'activité) par l'Etat, au regard de leurs difficultés de financement.

L'ORIV organise un cycle de visioconférences sur **les jeunes et la violence**, la première a eu lieu le 31 mars 2021 avec l'intervention du sociologue Marwan Mohammed (133 participants).



## BUDGET DES FAMILLES

### Lutte contre la précarité alimentaire

7 millions de personnes en France seraient concernées. Le [Comité national de coordination de la lutte contre la précarité alimentaire](#) (Cocolupa) s'est réuni pour la deuxième fois. Un "plan d'action national pour lutter contre la précarité alimentaire" va être élaboré d'ici cet été. [Lire l'article](#) et [le communiqué du ministère du 16 mars 2021](#).

Les plus pauvres seront "sous-représentés" dans le futur Conseil économique, social et environnemental (Cese) qui doit être renouvelé et réformé d'ici quelques semaines, s'est alarmé le 24 mars 2021 le collectif Alerte, collectif d'associations luttant contre la pauvreté. [Lire l'article](#).

**Le CESER Grand Est** rend public le [bilan à mi-mandat](#), pour trois années d'activité. L'un des tout derniers travaux du CESER a consisté à faire [100 propositions](#) pour une refondation environnementale, sociale et économique du Grand Est. Ce document développe des mesures à prendre pour transformer le Grand Est au regard de ce que la crise sanitaire vient de mettre en exergue.

## GRAND ÂGE ET AUTONOMIE

### En attendant le projet de loi...

Réuni en séance extraordinaire le 19 mars 2021, le conseil d'administration de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) a adopté "son avis et ses recommandations pour le financement des politiques de soutien à l'autonomie à l'horizon 2030". Il s'agit en l'occurrence d'un exercice prospectif demandé par le législateur dans la perspective de la mise en place effective de la cinquième branche. Cet avis fait l'objet d'un [communiqué](#) (très succinct) en date du 22 mars 2021.

### Lutte contre l'isolement social

1,7 millions de personnes âgés souffrent d'isolement social. Pour lutter contre l'âgisme qui participe au dénigrement de la vieillesse, [le service civique solidarité seniors](#) a été lancé officiellement le 3 mars 2021. Il voit le jour grâce à l'impulsion d'Unis-Cité, et de son partenaire le groupe de protection sociale Malakoff Humanis et Monalisa (la Mobilisation Nationale contre l'isolement de nos Aînés). Le service civique solidarité seniors, c'est quoi ? [Lire le dossier de presse](#).

**Engagez-vous** dans la Mobilisation nationale contre l'isolement des âgés ! Des centaines d'actions citoyennes en faveur du lien social maillent le territoire pour faire reculer l'isolement avec le soutien de coopérations territoriales réunissant collectivités et associations. [En savoir plus](#)

## INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

### La CNIL vous informe...

Pour accéder à nos **comptes en ligne**, nous utilisons souvent des **mots de passe** "faibles" ou le même mot de passe sur plusieurs comptes. [Voici quelques astuces](#) pour gérer ses mots de passe personnels en toute sécurité.

Les particuliers ont régulièrement recours à des **caméras** pour sécuriser leur domicile, notamment pour lutter contre les cambriolages. Ces dispositifs doivent toutefois respecter la vie privée des personnes filmées. [Quelles précautions prendre](#) lors de l'installation de tels dispositifs ?

Depuis le 10 mars 2021, les exploitants et gestionnaires de services de transport public peuvent recourir à des caméras intelligentes pour mesurer le taux de port du masque dans le contexte de la crise sanitaire. La CNIL, qui a rendu [son avis le 17 décembre 2020](#), rappelle que le dispositif envisagé par le texte n'a pas vocation à traiter des données biométriques et ne constitue pas davantage un dispositif de reconnaissance faciale.

La création d'un entrepôt de **données de santé** nécessite le respect de certaines formalités. Afin de simplifier ces procédures en proposant un cadre adapté aux pratiques, la CNIL organise [une consultation sur un projet de référentiel](#) jusqu'au 2 avril 2021.

En complément des contrôles faisant suite à des plaintes ou en lien avec l'actualité dans le contexte de la crise sanitaire, la CNIL orientera ses actions de contrôles autour de trois thématiques prioritaires en 2021 : la cybersécurité des sites web, la sécurité des données de santé et l'utilisation des cookies.

À la suite d'une saisine de la Présidente de la CNIL, le tribunal judiciaire de Paris a adopté le 4 mars 2021, une décision demandant aux principaux fournisseurs d'accès à internet (FAI) de bloquer l'accès à un site internet hébergeant un fichier comprenant des données relatives à près de 500 000 patients, comportant notamment des données de santé. Liens : [Violation de données de santé : la CNIL rappelle les obligations des organismes à la suite d'une fuite de données massive annoncée dans les médias](#) ; [Fuite massive de données de santé : comment savoir si elle vous concerne et que pouvez-vous faire ?](#)

La Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés) adopte un [référentiel sur le traitement des données dans le champ social](#). Publié le 23 mars au Journal officiel, ce **référentiel** très détaillé s'adresse à l'ensemble des organismes "qui accueillent, hébergent ou accompagnent sur le plan social et/ou médicosocial les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et celles en difficulté". Il permet "d'assurer la conformité des traitements de données" à caractère personnel. Lien : [la page consacrée à la protection des données dans le secteur social](#). **L'Unaf a édité un Guide Comment mettre en place le RGPD dans les services pour mieux protéger les personnes accompagnées**



L'Unaf et son réseau sont particulièrement impliqués dans le champ de la protection de l'enfance, accompagnant près des deux tiers des familles bénéficiant d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF). Ainsi, sont concernés plus de 30 000 enfants. Afin de valoriser, de mieux faire connaître cette mesure et d'accompagner les professionnels dans leurs missions, l'Unaf, le CNDPF (Carrefour National des Délégués aux Prestations Familiales) et leurs réseaux de professionnels ont décidé de s'associer pour éditer un **référentiel de pratiques** à l'attention des délégués aux prestations familiales. Référentiel DPF à télécharger [ICI](#) !

## EN BREF

Aider les Français les plus modestes à payer une partie de leurs factures. Depuis trois ans, le **chèque énergie** a remplacé les tarifs sociaux du gaz et de l'électricité. Depuis le 29 mars 2021, ces chèques (d'un montant compris entre 48 euros et 277 euros selon les situations) sont envoyés dans les boîtes aux lettres de 5,8 millions de ménages, environ 300 000 de plus qu'en 2020. [Un simulateur est disponible sur le site gouvernemental du chèque énergie](#) pour vérifier son éligibilité. Un numéro vert, le 0 805 204 805, est accessible gratuitement du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, pour répondre aux questions des bénéficiaires du chèque énergie.

Le [Conseil national consultatif des personnes handicapées](#) (CNCPH) a installé son conseil pour les **questions sémantiques, sociologiques et éthiques**. Interne au CNCPH, il a été mis en place le 24 mars 2021. Le président du CNCPH, Jérémie Boroy, a nommé Philippe Aubert président de ce conseil.

Non au tri, oui au libre choix adapté à chacun. Très inquiète d'un projet de décret relatif à la procédure de **référencement sélectif de certains dispositifs médicaux** quant à leur inscription à la Liste des Produits et Prestations Remboursables (LPPR) par l'Assurance maladie, l'APF France Handicap a saisi le Premier ministre le 22 mars 2021. [Télécharger le courrier au PM et l'avis de l'association](#).

Organisé par la Banque des Territoires le 18 mars 2021, [le Printemps des Territoires](#) a entre autres été l'occasion de mettre l'accent sur des modalités de **financement des entreprises de l'économie sociale et solidaire** (ESS) et des collectivités qui les accompagnent. [Lire l'article](#).

Les **maisons sport-santé** (MSS) avancent à bon rythme. Une seconde vague de labellisation a permis à 150 nouvelles structures d'entrer dans le dispositif depuis le début de l'année 2021, ce qui porte à 288 le nombre de MSS sur l'ensemble du territoire national. [Lire l'article](#).

Objectif 500 Maisons sport-santé en 2022 pour lutter contre la sédentarité ! Elles s'adressent notamment aux personnes malades ou handicapées en proposant des activités adaptées. Une mission plus urgente encore en temps de Covid. [Lire l'article de Handicap](#).

Si la crise sanitaire a – provisoirement – rebattu les cartes en matière de transports, le principal défi demeure : mettre en place une **mobilité "durable"**, qui se traduit majoritairement par une électrification des moyens de déplacements. Une transition qui ne va pas sans heurt à court terme et nécessite une anticipation afin d'être soutenable à moyen terme. [Lire l'article](#).

Rendre l'accès aux formations d'enseignement supérieur plus accessibles sur les territoires. Tel est l'objectif du programme "Au cœur des territoires" lancé en 2019 par le **Conservatoire national des arts et métiers**. Alors que sept sites ont été ouverts en 2019 et 2020, 1.800 personnes ont été accueillies en formation. [Lire l'article](#).

La décision d'inconstitutionnalité, rendue le 19 mars 2021, dans le cadre d'une QPC, met un coup d'arrêt au dispositif des chartes d'engagements départementales censées encadrer les **pratiques d'épandage** à proximité des habitations, faute de satisfaire aux exigences de participation du public. [Lire l'article](#).

Le Parlement a définitivement adopté le 16 mars 2021 le "projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations.... Celui-ci représente **une première étape vers la loi 4D** (pour décentralisation, différenciation, déconcentration et décomplexification), qui proposera "d'autres outils comme par exemple le transfert de compétences aux seules collectivités volontaires, un pouvoir réglementaire local renforcé ou des mesures de déconcentration spécifiques".

**Aidants Connect** va être déployé sur l'ensemble du territoire d'ici la fin 2021. Le dispositif vise à sécuriser l'accompagnement proposé par les collectivités aux usagers en difficulté face aux formalités administratives numériques. Par ailleurs, 10 millions d'euros sont affectés à la formation au numérique des aidants. [Lire l'article](#).

Deux nouveaux **Bus France Services** viennent d'être retenus en Grand Est pour les communautés de communes de Forêts Lacs en Champagne (Aube) et de Barséquanais en Champagne (Aube). Ces structures constituent des lieux au sein desquels chaque citoyen peut recevoir un accompagnement personnalisé pour accomplir ses démarches administratives.